

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.672/4
DU 13 NOVEMBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 30 mars 2007, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant les licences civiles de pilote d'avions", a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.672/4
VAN 13 NOVEMBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen", heeft het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

Il y a lieu de viser plus précisément, comme fondement juridique, la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5, § 1^{er}, modifié par la loi du 2 janvier 2001.

Alinéa 3

Le projet examiné n'apportant aucune modification expresse à l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions, il n'y a pas lieu de le viser au préambule.

Le fait que l'article 124 du projet examiné abroge l'arrêté royal du 10 janvier 2000 précité, dont l'article 115 a lui-même abrogé l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 précité, tout en prévoyant que certaines de ces dispositions restaient temporairement d'application, ne constitue en effet pas une modification formelle justifiant le visa de ce dernier texte - déjà abrogé - au préambule.

L'alinéa 3 du préambule sera par conséquent omis.

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie que si l'un de ces paragraphes, au moins, comprend plus d'un alinéa.

Il n'y a, par conséquent, pas lieu de diviser l'article 1^{er} du projet en deux paragraphes.

2. L'observation qui précède vaut également pour les articles 3, 4, 7, 8, 12, 13, 15, 30, 37, 39, 43, 58, 59, 60, 61, 65, 67, 69, 72, 74, 77, 83, 85, 86, 89, 92, 95, 97, 98, 101, 103 et 123 du projet.

3. Il convient de numéroté les termes d'une énumération (en 1/, 2/, 3/, ..., eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), ...), afin de faciliter leur identification précise, notamment en cas de modification ultérieure.

Les paragraphes 1^{er} et 2 (lire : alinéas 1^{er} et 2) de la disposition à l'examen seront complétés en ce sens.

4. L'observation qui précède vaut aussi pour les articles 16, §§ 2, 4 et 6, 38, § 2, alinéa 2, et § 3, 1/, 56, § 5, 57, § 2, 2/, 60, § 2, 61, § 1^{er}, 3/, 64, § 4, alinéas 4 et 6, 77, § 2, 2/, 78, 3/, 94, § 1^{er}, alinéa 2, 119, § 4, du projet.

5. Il y a lieu d'écrire "JAA" sans les points, puisque dans l'ensemble du texte en projet c'est cette abréviation qui est utilisée ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il y a lieu de corriger notamment les articles 56, § 4, et 59.

Article 2

1. L'article 2, § 1^{er}, du projet, est dépourvu de portée normative et doit, par conséquent, être omis.

2. L'article 2, § 2, du projet, vise à définir, pour l'application du projet, les expressions "délivré par un État membre des JAA" et "État membre des JAA".

De telles définitions trouveraient mieux leur place dans l'énumération figurant à l'article 1^{er}, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), du projet.

3. Il résulte de ce qui précède que l'article 2 doit être omis et, par conséquent, l'intitulé de la section 1 sera revu.

Article 3

L'article 3, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), du projet, dispose :

"Art. 3. § 1^{er}. Tous les entraîneurs de vol synthétique mentionnés dans le présent arrêté se substituant à un aéronef en vue de la formation sont homologués et approuvés par le directeur général."

Interrogé sur la différence qui serait faite, dans la disposition à l'examen, entre les notions d'"homologation" et d'"approbation" par le directeur général, le fonctionnaire délégué a répondu :

"In artikel 3 zal het woord «gehomologeerd» vervangen worden door het woord «gecertificeerd» en zal het woord «goedgekeurd» worden geschrapt."

Article 7

L'article 7, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), du projet, relatif à la validation des licences délivrées par les États non-membres des JAA, dispose :

"Art. 7, § 1^{er}. La licence de pilote de ligne, de pilote professionnel ou de pilote privé avec la qualification de vol aux instruments délivrée par un État non-membre des JAA, peut être validée pour une durée maximale d'un an à partir de la date de la première validation à condition que la licence demeure en état de validité et que son titulaire remplisse les conditions de validation déterminées par le directeur général, par référence aux dispositions du JAR-FCL."

À cette règle, l'article 7, § 5 (lire : alinéa 5), du projet, entend apporter la possibilité de dérogation suivante :

"§ 5. Dans des circonstances spéciales déterminées par le directeur général par référence aux dispositions du JAR-FCL, il peut être dérogé aux conditions de validation mentionnées au § 1^{er}."

Les "dérogations" prévues à l'article 7, § 5 (lire : alinéa 5) sont octroyées par la même autorité et sur la même base (par référence aux dispositions du JAR-FCL) que les validations prévues au paragraphe 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}) de cette disposition.

Interrogé sur la portée de l'article 7, § 5 (lire : alinéa 5), du projet, le fonctionnaire délégué a répondu :

"De regel (art. 7 § 1) is dat een vergunning uitgereikt door een staat die geen lid is van de JAA kan worden geldig gemaakt voor een periode voor maximum één jaar voor zover voldaan is aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

Artikel 7 § 5 voorziet in de mogelijkheid van een geldigmaking voor een langere periode dan één jaar.

Deze uitzondering is voorzien om te kunnen inspelen op gewijzigde omstandigheden zoals bijvoorbeeld :

- een tekort aan piloten op de Belgische markt (fiscale redenen, toenemende vraag wereldwijd, voorkeur van piloten voor grotere toestellen die niet steeds in België voorhanden zijn...);
- testprogramma's van vliegtuigen die langer duren dan een periode van één jaar."

.../...

Il serait préférable de modifier l'article 7, § 5 (lire : alinéa 5), du projet, afin de mieux y faire apparaître que la faculté donnée du Directeur général de déroger aux conditions normales de validation des licences délivrées par un État non-membre des JAA ne concerne, dans cette disposition, que la durée de validité de ces validations.

Article 22

L'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, dispose :

"§ 2. Dans des conditions spéciales acceptables par la Belgique et par un autre État membre des JAA, un candidat ayant entamé sa formation dans cet autre État membre des JAA peut poursuivre sa formation en Belgique conformément au présent arrêté."

Il convient de préciser quelle est l'autorité habilitée à déterminer le caractère "acceptable" des "conditions spéciales" en question, tout en limitant, autant que faire se peut, la portée de cette délégation de pouvoirs.

Article 23

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il serait préférable de remplacer les mots "année calendaire" par les mots "année civile", laquelle court du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 26

1. Il n'est pas d'usage de donner un intitulé aux subdivisions d'un article. Les intitulés donnés aux différents paragraphes que comporte l'article 26 du projet doivent dès lors être omis.

2. La même observation vaut pour les articles 38, 40, 57, 58, 59, 64, 65, 88 et 103.

.../...

Article 28

L'article 28 du projet traite de la licence d'entraînement. Son paragraphe 2, alinéa 2, dispose :

"Pour effectuer des vols hors du territoire national, l'accord préalable de l'État survolé est requis."

Cet alinéa doit être omis. L'auteur du projet est, en effet, sans compétence pour régler le survol d'États étrangers.

Article 31

1. L'article 31 du projet habilite le Directeur général de la Direction générale du Transport aérien à établir des qualifications spéciales "pour emploi exclusif dans l'espace aérien national".

En ce qu'elle ne semble pas être limitée à la mise en oeuvre de normes internationales, une telle subdélégation de pouvoirs réglementaires à un agent de l'administration n'est pas admissible ⁽²⁾.

2. L'observation précédente vaut également pour les habilitations prévues aux articles 43, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), et 44, § 5, du projet.

3. Il est, en outre, inutile de préciser, comme le fait l'article 31, alinéa 2, du projet, que l'utilisation de telles qualifications spéciales dans l'espace aérien d'un autre État requiert l'accord préalable de cet État. L'auteur du projet est, en effet, sans compétence pour régler le survol d'États étrangers.

⁽²⁾ Voir en ce sens les avis 29.332/4, donné le 26 mai 1999 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 janvier 2000 réglementant les licences civiles de pilote d'avions (observation générale 1 et observation particulière 1 formulée sous l'article 31) et 36.861/4, donné le 19 mai 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 juin 2004 réglementant les licences civiles de pilote d'hélicoptères (observation particulière formulée sous l'article 31).

Article 38

1. L'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, permet au Directeur général de la Direction générale du Transport aérien de créditer "par référence au JAR-FCL", un certain nombre des 150 heures de vol en tant que pilote qui doivent être effectuées dans le cadre de la formation intégrée du candidat à une CPL(A).

Interrogé sur la portée de cet alinéa 2, le fonctionnaire délégué a répondu :

"De JAR-FCL bepaalt dat sommige van de 150 vlieguren op vliegtuigen mogen gevlogen zijn op helikopter, TMG's of synthetische trainers, al naar gelang de specifiek gevolgde opleiding."

Il conviendrait de compléter la disposition à l'examen afin d'y intégrer ces précisions.

2. Il conviendrait d'expliquer les notions de formations "intégrée" et "modulaire", soit à l'article 1^{er}, soit à l'article 38, §§ 1^{er} et 2, du projet.

Article 43

1. L'article 43, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}), du projet, définit les privilèges du titulaire d'une IR(A) multimoteurs dans les termes suivants :

"Art. 43. § 1^{er}. Sous réserve des restrictions à la qualification imposées par l'utilisation d'un autre pilote agissant en tant que copilote (restriction multipilote) durant l'épreuve d'aptitude IR(A) et de toutes les autres conditions mentionnées dans les JAR, les privilèges du titulaire d'une IR(A) multimoteurs permettent de piloter des avions multimoteurs et monomoteurs en IFR avec une hauteur de décision minimale de 200 pieds (60 m). Des hauteurs de décision inférieures à 200 pieds (60 m) peuvent être autorisées par le directeur général après une formation et une épreuve complémentaire conformément aux dispositions qu'il détermine."

La référence à "toutes les autres conditions mentionnées dans les JAR" pour restreindre les privilèges dont bénéficie le titulaire d'une IR(A) est imprécise. Elle pose également le problème de la publicité des règles auxquelles il est ainsi référé.

Il serait préférable, dans un souci de sécurité juridique, d'intégrer dans le projet examiné, autant que faire se peut, ces normes ou recommandations internationales, plutôt que de s'y référer.

À défaut, il reviendrait à l'auteur du projet de vérifier que ces normes ou recommandations ont bien fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou ont été publiées selon des formes prévues par une convention internationale à laquelle la loi a donné assentiment, et ayant elle-même fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Si ces exigences n'étaient pas respectées, le caractère obligatoire des dispositions du projet dont la portée ne peut être déterminée sans avoir connaissance de ces normes et recommandations internationales, en serait affecté ⁽³⁾.

2. La même observation vaut pour l'article 43, § 2 (lire : alinéa 2), du projet.

3. Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 31 du projet, pour ce qui concerne le caractère excessif de la subdélégation de pouvoirs réglementaires au Directeur général de la Direction générale du Transport aérien que prévoit l'article 43, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}).

Article 44

1. L'abréviation "SP", utilisée à l'article 44, § 2, alinéa 2, du projet, doit être ajoutée à la liste figurant à l'article 1^{er}, § 2 (lire : alinéa 2), du projet.

⁽³⁾ En ce sens, voir notamment l'avis 40.461/4, donné le 17 mai 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 mai 2006 concernant des brevets pour des gens de mer, ainsi que les nombreux avis auquel il renvoie.

2. De l'accord du fonctionnaire délégué, les termes "l'épreuve d'aptitude" doivent être remplacés, dans le texte français de l'article 44, § 3, alinéa 2, du projet, par les mots "le contrôle de compétence", afin d'assurer une meilleure cohérence terminologique.

3. Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 31 du projet, pour ce qui concerne le caractère excessif de la subdélégation de pouvoirs réglementaires au Directeur général de la Direction générale du Transport aérien que prévoit l'article 44, § 5 (lire : alinéa 5).

Article 69

À l'article 69, § 2 (lire : alinéa 2), du projet, il convient d'identifier plus précisément le chapitre du projet auquel il est renvoyé et mentionner sa numérotation. Il s'agit du chapitre 11.

Article 103

1. L'article 103, § 1^{er} (lire : alinéa 1^{er}) doit être revu afin d'y remplacer l'intitulé par un membre de phrase introductif de l'énumération qui suit.

2. À l'article 103, § 1^{er}, (lire : alinéa 1^{er}), 2/, la section de législation n'aperçoit pas la portée des mots "Sauf disposition contraire". Le texte doit être précisé.

3. Il est renvoyé, pour le surplus, aux observations de légistique formulées à propos des articles 1^{er} et 26 du projet.

Article 107

À la fin de la disposition en projet, il convient d'assurer la concordance entre les versions française et néerlandaise du texte en projet.

Articles 126 et 127

Il y a lieu d'insérer une disposition transitoire nouvelle qui fasse référence aux licences et qualifications qui ont été délivrées sur la base de l'arrêté royal du 10 janvier 2000 précité, à l'instar de ce qui est prévu pour l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 précité.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

De rechtsgrond dient nauwkeuriger te worden aangegeven, namelijk de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wet van 2 januari 2001.

Derde lid

Aangezien bij het voorliggende ontwerp geen enkele uitdrukkelijke wijziging wordt aangebracht in het ministerieel besluit van 23 juni 1969 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen, behoort daarnaar niet te worden verwezen in de aanhef.

Het feit dat artikel 124 van het voorliggende ontwerp strekt tot opheffing van het voornoemde koninklijk besluit van 10 januari 2000, een besluit waarvan artikel 115 het voormelde ministerieel besluit van 23 juni 1969 heeft opgeheven maar waarin tegelijk gesteld werd dat sommige bepalingen ervan tijdelijk van toepassing blijven, houdt immers geen uitdrukkelijke wijziging in op grond waarvan in de aanhef naar die - reeds opgeheven - regeling zou moeten worden verwezen.

Het derde lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. Een artikel behoeft alleen in paragrafen te worden onderverdeeld als op zijn minst een van die paragrafen meer dan één lid telt.

Bijgevolg bestaat er geen reden om artikel 1 van het ontwerp in twee paragrafen onder te verdelen.

2. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor de artikelen 3, 4, 7, 8, 12, 13, 15, 30, 37, 39, 43, 58, 59, 60, 61, 65, 67, 69, 72, 74, 77, 83, 85, 86, 89, 92, 95, 97, 98, 101, 103 en 123 van het ontwerp.

3. De onderdelen van een opsomming moeten worden genummerd (met 1/, 2/, 3/, ..., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), ...) teneinde ze makkelijker te kunnen aanduiden, inzonderheid in geval van wijziging naderhand.

De paragrafen 1 en 2 (lees : het eerste en het tweede lid) van de onderzochte bepaling dienen in deze zin te worden aangevuld.

4. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor de artikelen 16, §§ 2, 4 en 6, 38, § 2, tweede lid, en § 3, 1/, 56, § 5, 57, § 2, 2/, 60, § 2, 61, § 1, 3/, 64, § 4, vierde en zesde lid, 77, § 2, 2/, 78, 3/, 94, § 1, tweede lid, en 119, § 4, van het ontwerp.

5. De afkorting "JAA" moet zonder punten worden geschreven, aangezien ze in de volledige ontworpen tekst aldus wordt gebezigd ⁽¹⁾.

Artikel 2

1. Artikel 2, § 1, van het ontwerp heeft geen regelgevende kracht en dient bijgevolg te vervallen.

2. Artikel 2, § 2, van het ontwerp strekt ertoe om voor de toepassing van het ontwerp een definitie te geven van de uitdrukkingen "uitgereikt door een JAA lidstaat" en "JAA-lidstaat".

Zulke definities zijn meer op hun plaats in de opsomming die voorkomt in artikel 1, § 1 (lees : eerste lid), van het ontwerp.

3. Uit wat voorafgaat, blijkt dat artikel 2 dient te vervallen en ten gevolge daarvan dient het opschrift van afdeling 1 te worden herzien.

Artikel 3

Artikel 3, § 1 (lees : eerste lid), van het ontwerp luidt als volgt :

"Art. 3. § 1. Alle synthetische vliegtrainers die in dit besluit worden vermeld en die, met het oog op de opleiding, een luchtvaartuig vervangen, worden gehomologeerd en goedgekeurd door de Directeur-generaal."

⁽¹⁾ De Franse tekst van inzonderheid de artikelen 56, § 4, en 59 dient te worden verbeterd.

Naar aanleiding van een vraag over het onderscheid dat in de onderzochte bepaling zou worden gemaakt tussen de begrippen "homologatie" en "goedkeuring" door de directeur-generaal, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"In artikel 3 zal het woord «gehomologeerd» vervangen worden door het woord «gecertificeerd» en zal het woord «goedgekeurd» worden geschrapt."

Artikel 7

Artikel 7, § 1 (lees : eerste lid), van het ontwerp, betreffende de geldigmaking van vergunningen uitgereikt door Staten die geen lid zijn van de JAA, luidt als volgt :

"Art. 7. § 1. De vergunning van lijnbestuurder, van beroepsbestuurder of van privaat bestuurder met de bevoegdverklaring instrumentvliegen, uitgereikt door een Staat die geen lid is van de JAA, kan geldig worden gemaakt voor een periode van maximum één jaar, ingaande op de datum van de eerste geldigmaking, op voorwaarde dat de vergunning geldig blijft en dat haar houder de voorwaarden van geldigmaking vervult, zoals bepaald door de Directeur-generaal, met verwijzing naar de bepalingen van de JAR-FCL."

Artikel 7, § 5 (lees : vijfde lid), strekt ertoe te voorzien in de volgende mogelijkheid om van die regel af te wijken :

"§ 5. In speciale omstandigheden die de Directeur-generaal met verwijzing naar de bepalingen van de JAR-FCL bepaalt, kan van de voorwaarden van geldigmaking waarnaar verwezen wordt in § 1 afgeweken worden."

De "afwijkingen" waarvan sprake is in artikel 7, § 5 (lees : vijfde lid), worden toegestaan door dezelfde overheid en op dezelfde basis (met verwijzing naar de bepalingen van de JAR-FCL) als de geldigmakingen waarvan sprake is in paragraaf 1 (lees : het eerste lid) van die bepaling.

Naar aanleiding van een vraag over de strekking van artikel 7, § 5 (lees : vijfde lid), van het ontwerp heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"De regel (art. 7 § 1) is dat een vergunning uitgereikt door een staat die geen lid is van de JAA kan worden geldig gemaakt voor een periode voor maximum één jaar voor zover voldaan is aan de voorwaarden vermeld in dit artikel.

Artikel 7 § 5 voorziet in de mogelijkheid van een geldigmaking voor een langere periode dan één jaar.

Deze uitzondering is voorzien om te kunnen inspelen op gewijzigde omstandigheden zoals bijvoorbeeld :

- een tekort aan piloten op de Belgische markt (fiscale redenen, toenemende vraag wereldwijd, voorkeur van piloten voor grotere toestellen die niet steeds in België voorhanden zijn...);
- testprogramma's van vliegtuigen die langer duren dan een periode van één jaar."

Het zou beter zijn artikel 7, § 5 (lees : vijfde lid), van het ontwerp te wijzigen om duidelijker naar voren te laten komen dat, in deze bepaling, de mogelijkheid die aan de directeur-generaal geboden wordt om af te wijken van de normale voorwaarden voor geldigmaking van vergunningen uitgereikt door Staten die geen lid zijn van de JAA, alleen betrekking heeft op de geldigheidsduur van die geldigmakingen.

Artikel 22

Artikel 22, § 2, eerste lid, van het ontwerp luidt als volgt :

"§ 2. In bijzondere omstandigheden die door België en een andere JAA-Lidstaat aanvaard kunnen worden, mag een kandidaat die zijn opleiding in die andere JAA-Lidstaat startte, zijn opleiding eventueel in België verder zetten volgens deze reglementering."

Er moet worden gepreciseerd welke autoriteit gemachtigd is te bepalen of de "bijzondere omstandigheden" in kwestie "aanvaard kunnen worden" en tegelijk dient de reikwijdte van deze overdracht van bevoegdheid zoveel mogelijk te worden beperkt.

.../...

Artikel 23

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om te werken met het begrip "kalenderjaar", dat van 1 januari tot 31 december loopt, zouden in de Franse tekst de woorden "année calendaire" vervangen moeten worden door de woorden "année civile".

Artikel 26

1. Het is niet gebruikelijk onderdelen van een artikel van een opschrift te voorzien. De opschriften van de onderscheiden paragrafen die artikel 26 van het ontwerp bevat, dienen bijgevolg te vervallen.

2. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 38, 40, 57, 58, 59, 64, 65, 88 en 103.

Artikel 28

Artikel 28 van het ontwerp handelt over de oefenvergunning. Paragraaf 2, tweede lid, ervan bepaalt :

"Om vluchten uit te voeren buiten het Rijksgebied is het voorafgaandelijk akkoord van de overvlogen Staat vereist."

Dit lid behoort te vervallen. De steller van het ontwerp is immers niet bevoegd om het overvliegen van buitenlandse Staten te regelen.

Artikel 31

1. Artikel 31 van het ontwerp machtigt de directeur-generaal van het directoraat-generaal Luchtvaart om "uitsluitend voor het gebruik binnen het nationale luchtruim" bijzondere bevoegdverklaringen vast te stellen.

.../...

Zulke overdracht van verordnungsbevoegdheden aan een personeelslid van het overheidsbestuur is niet aanvaardbaar, in zoverre dit niet beperkt lijkt te zijn tot de tenuitvoerlegging van internationale normen ⁽²⁾.

2. De voorgaande opmerking geldt eveneens voor de machtigingen waarin de artikelen 43, § 1 (lees : eerste lid), en 44, § 5, van het ontwerp voorzien.

3. Bovendien is het overbodig te stellen, zoals in artikel 31, tweede lid, van het ontwerp, dat het gebruik van deze bevoegdverklaringen binnen het luchtruim van een andere Staat het voorafgaande akkoord van die Staat vereist. De steller van het ontwerp heeft immers geen bevoegdheid om het overvliegen van buitenlandse Staten te regelen.

Artikel 38

1. Artikel 38, § 1, tweede lid, van het ontwerp machtigt de directeur-generaal van het directoraat-generaal Luchtvaart om "met verwijzing naar de bepalingen van de JAR-FCL" een bepaald aantal van de 150 vliegreurs aan te rekenen die als bestuurder van vliegtuigen moeten worden uitgevoerd in het kader van de geïntegreerde opleiding van de kandidaat voor een CPL(A).

Op de vraag naar de strekking van dit tweede lid heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"De JAR-FCL bepaalt dat sommige van de 150 vliegreurs op vliegtuigen mogen gevlogen zijn op helikopter, TMG's of synthetische trainers, al naar gelang de specifiek gevolgde opleiding."

⁽²⁾ Zie in deze zin de adviezen 29.332/4, gegeven op 26 mei 1999 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 januari 2000 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen (algemene opmerking 1 en bijzondere opmerking 1 bij artikel 31) en 36.861/4, gegeven op 19 mei 2004 over een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 21 juni 2004 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters (bijzondere opmerking bij artikel 31).

De onderzochte bepaling moet worden aangevuld om er deze verduidelijkingen in op te nemen.

2. De begrippen "geïntegreerde" opleiding en "gemoduleerde" opleiding moeten ofwel in artikel 1, ofwel in artikel 38, §§ 1 en 2, van het ontwerp worden uitgelegd.

Artikel 43

1. Artikel 43, § 1 (lees : eerste lid), van het ontwerp omschrijft de voorrechten van de houder van een meermotoren-IR(A) in de volgende bewoordingen :

"Art. 43. § 1. Onder voorbehoud van de beperkingen aan de bevoegdverklaring opgelegd bij het gebruik van een andere bestuurder optredend als medebestuurder (beperking meerpiloot) gedurende de IR(A) vaardigheidstest, en van alle andere in de JAR vermelde voorwaarden, laten de voorrechten van de houder van een meermotoren-IR(A) toe dat meermotorige en éénmotorige vliegtuigen onder IFR mogen worden bestuurd tot op een beslissingshoogte van minimum 200 voet (60m). Beslissingshoogten lager dan 200 voet (60m) kunnen door de Directeur-generaal worden toegestaan na een bijkomende opleiding en een bijkomende proef die hij bepaalt."

De verwijzing naar "alle andere in de JAR vermelde voorwaarden" om de voorrechten die de houder van een IR(A) geniet te beperken is onduidelijk. Ze doet eveneens een probleem rijzen inzake de openbaarmaking van de regels waarnaar aldus is verwezen.

Het zou met het oog op de rechtszekerheid verkieslijk zijn in het onderzochte ontwerp voor zover mogelijk die internationale voorschriften of aanbevelingen op te nemen, veeleer dan ernaar te verwijzen.

Indien dat niet gebeurt, moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat die voorschriften of aanbevelingen wel degelijk zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad of openbaar zijn gemaakt op de wijze voorgeschreven bij een internationaal verdrag waarmee bij wet is ingestemd en dat op zijn beurt is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Indien die vereisten niet worden nagekomen, zou zulks een weerslag hebben op het dwingende karakter van de bepalingen van het ontwerp, waarvan de draagwijdte niet kan worden bepaald zonder dat men kennis heeft van die internationale voorschriften en aanbevelingen ⁽³⁾.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 43, § 2 (lees : tweede lid), van het ontwerp.

3. Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 31 van het ontwerp, wat betreft de buitensporigheid van de subdelegatie van regelgevende bevoegdheden aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Luchtvaart waarin artikel 43, § 1 (lees : eerste lid), voorziet.

Artikel 44

1. De afkorting "SP", die wordt gebruikt in artikel 44, § 2, tweede lid, van het ontwerp, moet worden toegevoegd aan de lijst in artikel 1, § 2 (lees : tweede lid), van het ontwerp.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "l'épreuve d'aptitude" in de Franse tekst van artikel 44, § 3, tweede lid, van het ontwerp moeten worden vervangen door de woorden "contrôle de compétence", zulks om te zorgen voor een betere terminologische overeenstemming.

⁽³⁾ In deze zin, zie inzonderheid advies 40.461/4, gegeven op 17 mei 2006 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 24 mei 2006 inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor zeevarenden, alsook de talrijke adviezen waarnaar het verwijst.

3. Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 31 van het ontwerp, wat betreft de buitensporigheid van de subdelegatie van regelgevende bevoegdheden aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Luchtvaart waarin artikel 44, § 5 (lees : vijfde lid), voorziet.

Artikel 69

In artikel 69, § 2 (lees : tweede lid), van het ontwerp moet nauwkeuriger worden aangegeven naar welk hoofdstuk van het ontwerp wordt verwezen met vermelding van het nummer van dat hoofdstuk. Het gaat om hoofdstuk 11.

Artikel 103

1. Artikel 103, § 1 (lees : eerste lid), moet worden herzien, waarbij daarin het opschrift wordt vervangen door een zinsnede die de opsomming inleidt die volgt.

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de strekking is van de woorden "tenzij anders bepaald" in artikel 103, § 1 (lees : eerste lid), 2/. De tekst moet worden verduidelijkt.

3. Voorts wordt verwezen naar de wetgevingstechnische opmerkingen over de artikelen 1 en 26 van het ontwerp.

Artikel 107

Aan het slot van de ontworpen bepaling moet worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse lezing van de ontworpen tekst.

Artikelen 126 en 127

Er dient een nieuwe overgangsbepaling te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar de vergunningen en bevoegdverklaringen die afgegeven zijn op basis van het voormelde koninklijk besluit van 10 januari 2000, naar het voorbeeld van wat is bepaald voor het voornoemde ministerieel besluit van 23 juni 1969.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE